

**Nations unies - Journée mondiale de  
la liberté de la presse - Evènement  
"Keeping Powers in Check : the  
protection of Journalists and Media  
Workers" - Intervention du  
représentant de la France auprès  
des Nations unies  
(New York, 03 mai 2018)**

Propos introductifs au nom de la France

Discours au nom du Groupe des amis pour la protection des journalistes, composé de : l'Argentine, l'Autriche, le Brésil, Bulgarie, le Cap Vert, le Chili, le Costa Rica, les Etats-Unis, la France, la Grèce, la Jordanie, la Lettonie, le Liban, la Lituanie, la République de Corée, la Suède, la Suisse, la Tunisie et l'Uruguay.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Je tiens d'abord à remercier chaleureusement chacune et chacun d'entre vous d'être venus aujourd'hui pour célébrer avec nous la journée mondiale de la liberté de la presse ici aux Nations unies. Inutile de vous dire que notre rassemblement suscite beaucoup d'attention et est proprement crucial pour la liberté de la presse mais aussi pour les Nations unies.

Nous sommes hélas encore tous marqués par la mort tragique à Kaboul, il y a trois jours, c'était le lundi 30 avril, de 9 journalistes, victimes du double attentat perpétré à Kaboul et deux autres journalistes assassinés en Afghanistan la même semaine.

Au nom de la France d'abord, je voudrais exprimer de nouveau nos condoléances les plus sincères aux familles des victimes ainsi qu'aux autorités et au peuple afghans. Je souhaiterais également assurer à l'AFP et à ses équipes partout dans le monde notre totale solidarité après la mort du photographe Shah Marai lundi. Avec cet attentat, la presse paie de nouveau un très lourd tribut. Je pense qu'aujourd'hui nous pouvons tous ici rendre un hommage particulier à l'ensemble des journalistes et les travailleurs des médias qui, souvent au péril de leur vie, continuent à travailler chaque jour dans des conditions très difficiles pour nous informer. Ils méritent notre soutien et notre admiration.

Dans le même esprit, je souhaite réitérer notre vive préoccupation concernant la détention et la mise en accusation de deux journalistes de l'agence de presse Reuters, MM. Wa Lone et Kyaw Soe Oo, arrêtés le 12 décembre 2017 alors qu'ils préparaient un reportage sur la situation dans l'Etat de l'Arakan. Nous appelons à leur libération immédiate. Nous rappelons aussi naturellement avec force notre attachement commun à la liberté de la presse et à la protection

des journalistes qui doivent pouvoir exercer leur métier, sans crainte d'être intimidés ou a fortiori arrêtés.

Mesdames, Messieurs,

La protection des journalistes et des travailleurs dans les médias est justement le thème de la table-ronde qui nous réunit ce matin. J'ai l'honneur et le plaisir d'ouvrir cet événement organisé par les 19 pays membres du Groupe des amis pour la protection des journalistes, un groupe que la France a le privilège de co-présider avec la Grèce et la Lituanie et qui est composé de l'Argentine, l'Autriche, le Brésil, Bulgarie, le Cap Vert, le Chili, le Costa Rica, les Etats-Unis, la France, la Grèce, la Jordanie, la Lettonie, le Liban, la Lituanie, la République de Corée, la Suède, la Suisse, la Tunisie et l'Uruguay.

Les membres du Groupe des Amis sont très fermement attachés à la liberté de la presse et à la protection des journalistes. C'est pourquoi nous avons souhaité partager avec vous tous nos propres initiatives nationales et nos bonnes pratiques, qu'elles relèvent du renforcement des cadres juridiques nationaux ou qu'elles relèvent d'autres mesures concrètes visant à assurer la sécurité des journalistes et des travailleurs des médias. Nous savons que c'est un combat de chaque jour.

Mesdames et Messieurs,

Alors que nous célébrons la Journée mondiale de la liberté de la presse, nous rappelons une fois de plus avec force le rôle indispensable que jouent des médias libres et pluralistes dans une société démocratique. Sans liberté de la presse, il ne saurait y avoir de contrôle du pouvoir politique, de transparence, de lutte contre la corruption, de lutte contre l'impunité, ou de bonne gouvernance. C'est dire combien notre combat est au coeur de l'action des Nations unies. Trop souvent cependant, nous le savons bien, les gouvernements et tous ceux qui cherchent à dissimuler leurs propres abus ciblent les journalistes et les travailleurs dans les médias pour faire taire ou discréditer leur travail qui est pourtant essentiel.

Les menaces auxquelles sont confrontés les journalistes et les travailleurs des médias n'ont malheureusement pas diminué, au contraire, au cours de ces dernières années. Partout dans le monde, les journalistes et les travailleurs des médias sont victimes d'intimidation, de pressions politiques et économiques, de harcèlement, d'enlèvements, de violences physiques, d'arrestations arbitraires et même d'assassinats.

Dans le même temps, les attentes du grand public pour une information instantanée et précise, même dans les coins les plus reculés de notre monde, sont très fortes et croissantes. Elles peuvent conduire les journalistes à exercer leur métier dans des environnements très dangereux. Permettez-moi de revenir sur la tragédie qui s'est déroulée à Kaboul lundi. Parmi les neuf journalistes et travailleurs des médias qui ont payé de leur vie pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression afin de nous informer sur la situation en Afghanistan, il y avait 4 cameramen, 3 journalistes radio, 1 reporter TV et un photographe de l'AFP. Je voudrais rappeler ces quelques mots que le photographe de l'AFP, Shah Marai, a écrit il y a deux ans sur ses conditions de travail en Afghanistan : "Je garde toujours en mémoire le souvenir de Sardar,

mon ami reporter du bureau tué avec sa femme et deux de ses enfants pour une sortie à l'hôtel Serena. Seul son petit garçon a survécu. Je n'ai jamais senti si peu de perspectives et je ne vois pas d'issue. C'est le temps de l'angoisse."

Pour répondre à la demande sans cesse croissante de couverture de l'actualité, les médias comptent de plus en plus sur le travail des journalistes indépendants et des journalistes locaux, comme Shah Marai, ainsi que ceux qui les accompagnent pour réaliser leur reportage. Je pense ici aux pigistes et aux autres travailleurs engagés avec eux tels que les "fixeurs", les interprètes et les chauffeurs.

Les journalistes et les travailleurs des médias locaux sont particulièrement vulnérables à la violence de ceux qui cherchent à réduire les médias au silence. De fait, le personnel des médias locaux constitue la très grande majorité, plus de 90%, des assassinats signalés, mais leurs morts attirent encore trop rarement l'attention de la communauté internationale. Il faut le dire et il faut le corriger.

C'est pourquoi le Groupe des Amis a souhaité organiser cette table-ronde, afin de mettre en lumière les menaces et les défis auxquels sont confrontés les journalistes, mais aussi les pigistes et les autres travailleurs des médias, tels que les "fixeurs", les interprètes et les chauffeurs.

Aujourd'hui, nous espérons entendre des histoires inédites sur ceux qui sont derrière les caméras, sur ceux dont le travail auprès de journalistes éminents n'est pas suffisamment connu et reconnu.

Les expériences personnelles que les intervenants réunis ici partageront avec nous devraient nous permettre de mieux comprendre les défis auxquels sont confrontés les professionnels des médias dans leur participation à la responsabilisation de leurs gouvernements. Ils nous aideront surtout à identifier les meilleures pratiques pour renforcer la protection et la sécurité des journalistes et des travailleurs de l'information. Je souhaite vous assurer ici de l'engagement total du Groupe des Amis à cet égard.

Je vais maintenant céder la parole à M. Ramu Damodran, directeur adjoint du Département de l'information, qui sera notre modérateur pour ce panel et qui présentera nos panélistes.

Je remercie encore une fois chacune et chacun d'entre vous de votre participation à cette table-ronde, de votre engagement personnel, qui témoignent de notre engagement collectif sur la protection des journalistes, dans un contexte très chargé d'émotion pour toute la communauté journalistique.

Chers Amis,

Le déchaînement de violence contre les journalistes en dit plus long sur l'état du monde que tous les rapports. C'est l'un de ses indicateurs le plus fiable malheureusement car ces attaques

visent bien, au-delà des femmes et des hommes qui exercent ce métier, les valeurs qu'ils représentent et les droits qu'ils incarnent, parmi lesquels le droit à l'information, le droit à la transparence, le droit à la vérité. Alors ne nous y trompons pas, en défendant les journalistes, l'ONU se défend aussi elle-même. C'est le même combat vital. Et ce combat, c'est celui de la France, c'est celui du Groupe des amis pour la protection des journalistes mais c'est aussi notre combat à tous. Je vous remercie./.